

Suite des obsèques

Saint-Lô, Pornic, Caen

André Jouet, son époux;  
Philippe et Catherine Jouet, ses enfants;  
Vincent et Aurélie, Hélène et Guillaume, Agathe, Margaux, ses petits-enfants;  
Jeanne, Juliette, Louise, ses arrière-petites-filles;  
Suzanne, Marcel et Thérèse, Françoise, sa sœur, son frère et ses belles-sœurs;  
Jeanne, Gisèle, ses belles-soeurs; ses neveux et nièces et toute la famille, ses nombreux amis et voisins, ont la tristesse de vous faire part du décès de

**Madame Andrée JOUET**  
née PAGES

survenu le jeudi 22 août 2024, à son domicile, à l'aube de ses 91 ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée **mercredi 28 août 2024, à 14 heures, en l'église Notre-Dame de Saint-Lô**, suivie d'un dernier hommage au crématorium des Estuaires dans l'intimité familiale.  
Condoléances sur registre.  
Pas de plaques, fleurs naturelles.  
Andrée repose à la chambre funéraire, 3 rue du Général Gerhardt à Saint-Lô.  
Cet avis tient lieu de faire-part et de remerciements.  
Condoléances sur [www.ouest-france.fr/obseques](http://www.ouest-france.fr/obseques)

*Maison Plessis,  
Saint-Lô, 02 33 57 63 56*

Saint-James

Émile Gazengel (†), son époux;  
Pascal Gazengel et Laëtitia Coursin, son fils et sa conjointe;  
Valentin, Hugo, Baptiste, ses très chers petits-enfants; ses neveux et nièces, ainsi que toute la famille ont la tristesse de vous faire part du décès de

**Madame Clémence GAZENGEL**  
née SALIOT

survenu le jeudi 22 août 2024, dans sa 92<sup>e</sup> année.

La cérémonie religieuse sera célébrée **mardi 27 août 2024, à 14 h 30, en l'église de Carnet**, suivie de l'inhumation au cimetière de Saint-James.  
Clémence repose à la chambre mortuaire de l'hôpital de Saint-James. La famille remercie les Drs Marconnet et Bignon, l'ensemble du personnel de l'EHPAD des Peupliers, ainsi que ses auxiliaire de vie de l'ADMR, et Fabienne pour sa gentillesse et sa bienveillance.  
De préférence, des fleurs naturelles. Visites de 10 h 30 à 12 h et de 15 h à 18 h.  
Cet avis tient lieu de faire-part et de remerciements.  
Condoléances sur registre et sur [www.funeraire-goudal.fr](http://www.funeraire-goudal.fr)

*Centre funéraire Goudal - Funéplus,  
Ducey, 02 33 60 18 30*

Vous pouvez offrir une messe ou envoyer des fleurs à un défunt depuis notre site **ouest-france.fr** rubrique Obsèques

Ger

Raymond Chesnel, son époux;  
Michel et Pierrette, Hervé et Isabelle, ses enfants;  
Antoine et Vanina, Lucie et Gastien, Damien, Jérémy, Mathéo et Heloïse, ses petits-enfants;  
Raphaël, Elyaz, Axel, ses arrière-petits-enfants, ainsi que toute la famille, ses amis et voisins, vous font part du décès de

**Madame Solange CHESNEL**  
née BREILLOT

survenu le jeudi 22 août 2024, à l'âge de 88 ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée **mardi 27 août 2024, à 14 h 30, en l'église de Ger**.  
Solange repose à la chambre funéraire Lepetit à Mortain.  
De préférence des fleurs ou des dons pour le fleurissement ultérieur.  
Cet avis tient lieu de faire-part et de remerciements.  
Condoléances sur [www.ouest-france.fr/obseques](http://www.ouest-france.fr/obseques)

*PF Lepetit-Le Choix Funéraire,  
Mortain, 02 33 50 75 00*

Alençon (61)

Francisca Bravo (†), son épouse;  
Paquito et Carmen, Minita (†), Paulino et Laurence, Maribel et Bertrand, Manuel et Anne, ses enfants et leurs conjoint(e)s; les 12 petits-enfants et leurs conjoint(e)s, les 10 arrière-petits-enfants, Annie et Coralie, ainsi que toute la famille et les amis ont la regret de vous faire part du décès de

**Monsieur Belarmino BRAVO BENITO**  
dit "Mino"

survenu le jeudi 22 août 2024, à l'âge de 91 ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée **jeudi 29 août 2024, à 15 heures, en l'église Saint-Léonard d'Alençon**, suivie de l'inhumation au cimetière de Montsort.  
Belarmino repose au funérarium, 72 rue de la Fuie des Vignes, 61000 Alençon.  
La famille remercie Marie-Pierre, Elodie, Laëtitia et toutes les intervenantes de l'ADMR.  
Cet avis tient lieu de faire-part et de remerciements.  
Condoléances sur [www.ouest-france.fr/obseques](http://www.ouest-france.fr/obseques)

*PF Bouillon,  
Alençon, 02 33 26 20 56*

Tinchebray-Bocage

Simone, son épouse;  
ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants et toute la famille ont la tristesse de vous annoncer le décès de

**Monsieur Daniel MARCHANDET**

survenu le 23 août 2024, à l'âge de 90 ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée **mardi 27 août 2024, à 14 h 30, en l'église Saint-Pierre de Tinchebray**.  
Condoléances sur registre.  
Pas de plaques, que des fleurs.  
Daniel repose à la chambre funéraire de Tinchebray, salon Gaïa.  
Cet avis tient lieu de faire-part et de remerciements.

*PF Gauquelin-Bazin  
Le Choix Funéraire,  
Tinchebray, 02 33 66 61 85*



# La rubrique Obsèques du site Ouest-France vous propose de nombreux services en ligne.

## Offrande de fleurs, de messes, dons, dépôt gratuit de condoléances.



[www.ouest-france.fr/obseques](http://www.ouest-france.fr/obseques)

Retrouvez tous les marchés publics et privés parus sur les 12 départements du Grand Ouest sur : [centraledesmarchés.com](http://centraledesmarchés.com)

Pour faire paraître une annonce légale : **Medialex**, tél. 02 99 26 42 00 - Fax 0 820 309 009 (0,12€ la minute) e-mail : [annonces.legales@medialex.fr](mailto:annonces.legales@medialex.fr) - Internet : [www.medialex.fr](http://www.medialex.fr)

Tarif de référence stipulé dans Art.2 de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2023, soit 0,183 € ht le caractère ou tarif forfaitaire à titre dérogatoire pour certaines annonces légales.

Les annonceurs sont informés que, conformément au décret no 2012-1547 du 26 décembre 2012, les annonces légales portant sur les sociétés et fonds de commerce concernées et publiées dans les journaux d'annonces légales, sont obligatoirement mises en ligne dans une base de données numérique centrale, [www.actulegales.fr](http://www.actulegales.fr).

Avis administratifs

Communauté urbaine CAEN LA MER  
**Modification simplifiée n°1 du Plan local d'urbanisme de Saint-Contest**

**AVIS**  
Par délibération en date du 27 juin 2024, le conseil communautaire a défini les modalités de mise à disposition du public du projet de modification simplifiée n° 1 du Plan local d'urbanisme de la commune de Saint-Contest.  
Le dossier est mis à la disposition du public du lundi 2 septembre (10 h 00) au vendredi 4 octobre 2024 inclus (17 h 30) inclus :  
- au siège de Caen la mer, 16 rue Rosa-Parks, 14000 Caen, du lundi au jeudi de 8 h 30 à 17 h 30 et le vendredi de 8 h 30 à 16 h 30.  
- en mairie de Saint-Contest, place de la Mairie, 14790 Saint-Contest :  
- lundi, mardi, mercredi et vendredi : 10 h 00-12 h 00 et 15 h 30-17 h 30,  
- jeudi : 15 h 30-17 h 30.  
- sur les sites internet de la commune de Saint-Contest : <https://mairie-saint-contest.fr> et de la Communauté urbaine Caen la mer : Concertations en cours/Caen la mer.  
Chacun pourra consigner d'éventuelles observations sur les registres ouverts dans les locaux de la Communauté urbaine et de la mairie de Saint-Contest ou par courrier en commune de Saint-Contest (adresse ci-dessus).  
À l'issue de cette mise à disposition M. le Président en présentera le bilan au conseil communautaire qui en délibérera et approuvera le projet de modification simplifiée n° 1 éventuellement modifié pour tenir compte des avis émis et des observations du public.

Vie des sociétés

**BFC SAS**  
SAS au capital de 10 000 euros  
Siège social : 5, rue Nationale  
14220 SAINT-LAURENT-DE-CONDEL  
RCS Caen 823 341 276

**CHANGEMENT DE DÉNOMINATION**  
Suivant un procès-verbal en date du 20 juillet 2024, l'associée unique a décidé de modifier, à compter du même jour, la dénomination sociale qui sera désormais : Profilaxions Academy. L'article 3 des statuts est modifié en conséquence.  
Mention sera faite au RCS de Caen.

Notre publication adhère à

**ARPP**

dont elle suit les recommandations

Les remarques concernant une publicité parue dans notre publication sont à adresser au

**ARPP**

autorité de régulation professionnelle de la publicité

23 rue Auguste Vacquerie  
75116 Paris  
[www.arpp-pub.org](http://www.arpp-pub.org)

Les remarques concernant les petites annonces classées sont à adresser directement au journal

### Vie pratique Le syndicat de copropriétaires n'est pas un consommateur

Un syndicat de copropriétaires ne peut pas revendiquer la qualité de consommateur et les droits qui y sont attachés, comme la prescription rapide de ses dettes vis-à-vis des entreprises. Il est un « non-professionnel » auprès duquel les artisans intervenus pour réaliser des travaux peuvent réclamer leur paiement durant cinq ans, selon un arrêt de la Cour de cassation. Un entrepreneur, qui avait réalisé des travaux dans un immeuble en copropriété, avait saisi la justice quatre ans plus tard. La demande est prescrite, répliquait le syndicat des copropriétaires, puisque plus de deux ans sont passés sans réclamation depuis la fin des travaux. Mais cette prescription de deux ans est réservée aux consommateurs, ont rectifié les juges. Il s'agit d'une discrimination entre consommateurs et non-professionnels, soulevait le syndicat de copropriétaires puisque le code de la consommation s'applique aux deux catégories. Dans une autre affaire, un syndicat de copropriétaires réclamait aussi la qualité de consommateur en disant être « une collectivité de consommateurs personnes physiques ». Mais là encore, la justice a rejeté ces arguments. D'une part, un syndicat de copropriétaires est une personne morale et, d'autre part, il n'est pas anormal qu'un non-professionnel, personne morale, n'ait pas le même avantage qu'un consommateur, personne physique. Un syndicat de copropriétaires dispose d'un syndic, d'un conseil syndical et d'une assemblée générale. De plus, son fonctionnement est régi par la loi et encadré par un règlement de copropriété. Il n'est donc pas discriminatoire de lui refuser le bénéfice de cette courte prescription, ont conclu les juges. Le syndicat de copropriétaires ne peut donc invoquer la prescription qu'après cinq ans. Tant que ce délai n'est pas écoulé, il demeure tenu de payer ses factures. (Cass. Civ 3, 28.9.2022, N 21-19.829 et Cass. Civ 2, 6.10.2022, S 20-16.885)

### Vie pratique Le salarié a le droit de critiquer

Tout salarié, même s'il est cadre, a le droit d'exprimer devant ses collègues et même publiquement, dans l'entreprise et en dehors, son désaccord avec la direction, pourvu qu'il le fasse avec mesure. Seuls les abus injurieux, diffamatoires ou excessifs, sont interdits, a rappelé la Cour de cassation dans plusieurs arrêts récents. Dans l'un d'eux, elle annule la sanction d'un cadre qui, lors d'une réunion de travail, devant l'ensemble de ses collègues, avait déclaré contester les choix de la direction et refuser d'accompagner celle-ci dans leur mise en œuvre. L'expression d'un désaccord est une faute, disait son patron, car un cadre est censé fédérer les salariés et soutenir la politique de l'entreprise. Mais un tel désaccord peut être exprimé publiquement pourvu qu'il n'y ait pas d'abus dans l'expression, ont rectifié les juges. Dans un autre arrêt, la Cour annule la sanction d'un salarié qui s'était exprimé lors d'une réunion pourtant consacrée à l'expression directe et collective des salariés. L'intéressé critiquait les méthodes de son chef de service, l'organisation et sa surcharge de travail. C'est une faute, disait la direction, car il s'agit d'un désaveu public d'un supérieur qui a d'ailleurs été affecté moralement. C'est donc un acte d'insubordination, un dénigrement. Mais dans le droit d'expression directe et collective, les opinions émises ne peuvent justifier une sanction, a rectifié la Cour. Dans un troisième arrêt, la Cour juge encore injustifiée la condamnation du délégué syndical d'une association qui avait alerté l'autorité de tutelle sur les projets de sa direction. Un représentant du personnel représente le personnel auprès de la direction et non auprès du public, plaidait son patron qui voyait également une faute dans la dénonciation auprès d'une autorité titulaire d'un pouvoir de sanction. Cette attitude ne justifie pas une sanction, a répondu la Cour, puisqu'il n'y a pas eu d'abus dans l'expression et que la mauvaise foi n'est pas démontrée. (Cass. Soc, 28.9.2022, H 20-21.499 et M 21-14.814 et 21.9.2022, P 21-13.045)